

## **Les Habitants de Communes Littorales face au Risque Côtier. Comprendre la Volonté de Rester**

ELISABETH MICHEL-GUILLOU<sup>1</sup>, NATHALIE KRIEN<sup>1</sup> AND CATHERINE MEUR-FEREC<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Université de Bretagne Occidentale

### **RÉSUMÉ**

Cette étude s'intéresse à la représentation des risques côtiers (érosion et submersion marines). Elle s'inscrit dans des questions d'actualité portant sur les changements environnementaux globaux et sur les conséquences de l'attractivité des espaces littoraux. Dans ce contexte, à travers une approche psycho-socio-environnementale, nous avons cherché à comprendre comment des résidents de communes littorales vivant dans des zones dites « à risque » envisagent les risques côtiers au sein de leur cadre de vie. Pour ce faire, nous avons mené une enquête par questionnaire auprès d'habitants de quatre communes littorales, situés en zone à risque d'après le Plan de Prévention des Risques (PPR) ou hors zone à risque. Les principaux résultats mettent en avant que les habitants sont très attachés à leur cadre de vie, qui de ce fait est davantage perçu en termes d'aménités que de contraintes. Lorsque la question de la description des risques envisagés sur la commune se pose la reconnaissance de la commune comme commune à risque est majoritairement évoquée. Apparaît alors une représentation sociale du risque côtier, objectivée au travers de la submersion marine et qui permet de saisir l'ambivalence d'un discours au sein duquel la mer peut être tout à la fois perçue comme un danger et une source de plaisirs. Ces résultats sont discutés du point de vue de la polyphasie cognitive.

De nos jours, de nombreuses interrogations portent sur les changements environnementaux globaux (ex. : élévation du niveau marin) et conjointement sur les conséquences de l'attractivité croissante des espaces littoraux (ex. : augmentation de la construction de résidences). La combinaison de ces dynamiques naturelles et sociales fragilise le littoral qui devient vulnérable aux aléas météo-marins et, par là-même, territoire « à risque » pour les populations qui y vivent. En France, les préoccupations envers ce type de risque se sont accrues depuis 2010, année de la tempête Xynthia qui a frappé les côtes vendéennes et charentaises laissant derrière elle un lourd bilan humain. Cette tempête a marqué les esprits et constitue un tournant dans la gestion des zones exposées aux risques de submersion et d'érosion (Krien & Michel-Guillou, 2014). Face à ces risques, non pas nouveaux mais porteurs d'une attention nouvelle, l'Etat réagit et prône la relocalisation des enjeux (MEDDE, 2012), soutenu par une partie de la communauté scientifique. Mais cette stratégie est loin de faire l'unanimité, notamment au niveau local (Michel-Guillou & Meur-Ferec, 2016a). Pour comprendre ces divergences de points de vue, il apparaît important non pas de s'intéresser à l'existence de ce décalage en lui-même – souvent expliqué en termes de manque d'information, d'erreurs ou de biais cognitifs (Michel-Guillou & Meur-Ferec, 2016b) – mais de s'intéresser aux processus psychosociologiques et aux fonctions qui le sous-tendent (Batel & Devine-Wright, 2014). C'est en cela que réside ici l'intérêt d'une étude portant sur les représentations sociales.

Dans ce contexte, une recherche interdisciplinaire a été mise en place pour comprendre plus largement, d'un point de vue systémique, la vulnérabilité des côtes face aux risques d'érosion et de submersion marines et progresser vers des stratégies de prévention et de gestion de ces risques (Hénaff, 2014). Au sein de cette recherche, une approche psycho-socio-environnementale des phénomènes est privilégiée (Michel-Guillou & Meur-Ferec, 2016b ; Navarro-Carrascal & Michel-Guillou, 2014). Elle porte sur l'étude des représentations des risques, des individus concernés ou susceptibles de l'être (gestionnaires de l'espace littoral, habitants, professionnels de la mer...), en relation avec les aléas, les enjeux et les stratégies de gestion. Plus particulièrement, nous nous intéressons ici à la manière dont les habitants de communes littorales dites « à risque » conçoivent ce risque d'érosion et de submersion. Les risques, considérés comme une construction sociale, renvoient à des formes de connaissance très diverses selon les personnes impliquées (gestionnaires, habitants...), selon leurs attitudes et comportements envers les aléas (érosion, submersion) ou les processus à l'origine des aléas (mer, tempêtes...), et selon leur relation au

territoire ou à l'environnement d'une manière générale. Les premières recherches mettent en évidence que les caractéristiques socio-démographiques ne sont pas des indicateurs appropriés pour comprendre la vulnérabilité des populations face au risque. D'autres paramètres, liés au contexte (social, culturel, spatial...), jouent sur la construction de ces connaissances (Michel-Guillou, Lalanne & Krien, 2015). Ces connaissances locales, de sens commun apparaissent comme des éléments déterminants pour comprendre et expliquer certaines attitudes, pratiques ou certains choix de stratégie (préférences en matière de gestion des risques, choix du lieu d'habitation...). Elles peuvent évoluer dans le temps, à l'occasion d'événements particuliers souvent irréversibles (ex. : la tempête Xynthia), ou à la faveur de connaissances ou d'intérêts nouveaux (ex. : de nouvelles lois). Ces connaissances peuvent donner lieu à des représentations sociales que se construisent les personnes concernées, exposées ou susceptibles de l'être pour agir et communiquer. Ce sont ces représentations que nous voulons identifier. L'étude présentée ici se situe dans la continuité des recherches menées sur la représentation des risques côtiers par des habitants de communes littorales (Michel-Guillou et al., 2015 ; Michel-Guillou & Meur-Ferec, 2016a), en se focalisant sur le lieu d'habitation : en zone à risque ou hors zone à risque.

## **QU'EST-CE QUE LE RISQUE COTIER ?**

Les littoraux sont soumis à de nombreux dangers notamment liés à la mobilité du trait de côte (évolution des plages, recul des falaises...) et à la montée croissante du niveau marin. À cela s'ajoute l'attrait du littoral qui engendre une augmentation constante des constructions d'infrastructures (routes, habitations...). Dans l'objectif d'atténuer la mobilité du trait de côte, voire de le figer, les aménagements visant à protéger les habitants du risque côtier se multiplient (enrochements, digues...). Cependant, ces aménagements, coûteux du point de vue de leur construction, reconstruction ou entretien, sont aujourd'hui remis en question, et d'autant plus que, face aux aléas, leur efficacité est controversée. Cette étude se concentre donc exclusivement sur les risques d'érosion (effritement des falaises, démaigrissement des plages) et de submersion marine, définie comme une inondation temporaire des terres liée à une montée du niveau de la mer (Georges & Verger, 2006).

Les risques côtiers font partie des risques dits « naturels » (D'Ercole & Pigeon, 1999). Le terme « naturel » s'utilise notamment pour la qualification des risques liés aux aléas considérés comme

étant d'origine naturelle (séismes, inondations...), même si certains présentent indubitablement une composante anthropique. Néanmoins, il est parfois difficile d'attribuer une responsabilité humaine totale et directe sur ces aléas. Ainsi, ces risques dit « naturels » possèdent quelques particularités (Michel-Guillou & Meur-Ferec, 2016b ; Navarro-Carrascal & Michel-Guillou, 2014). En comparaison aux risques industriels, ils ne sont pas aussi tangibles, présents dans le paysage qu'une usine par exemple. D'autre part, parce qu'ils ne sont pas toujours faciles à localiser dans l'espace et que leur probabilité d'occurrence reste difficile à prévoir, il est parfois difficile de proposer des stratégies d'adaptation consensuelles pour y faire face. Ces stratégies reposent sur l'identification de territoires dits « vulnérables », approche des risques amplement développée en géographie (November, 2002). Enfin, particulièrement pour les risques côtiers, et contrairement aux risques industriels notamment, ils ne sont pas situés dans des zones stigmatisées (Poumadère & Bertoldo, 2012 ; Slovic, 2000). Bien au contraire, ces risques sont situés sur des territoires à forte valeur sociale (Corbin, 1988). La relation au territoire s'avère donc importante à prendre en compte.

## **DU TERRITOIRE « A RISQUE » A L'ATTACHEMENT AU LIEU**

De nombreuses études en psychologie environnementale se sont penchées sur la définition de concepts en rapport au lieu pour comprendre cette relation entre l'individu et son environnement. Le concept de sens du lieu (Hay, 1998 ; Stedman, 2002) permet de comprendre le sens que l'individu donne à son lieu de vie de manière générale. Ce concept comprend une dimension affective : l'*attachement au lieu* (Hidalgo & Hernandez, 2001).

En rapport aux risques, plusieurs études démontrent l'existence de liens entre l'attachement au lieu et la manière de se représenter les risques. Billig (2006), par exemple, a étudié ce lien dans un contexte de guerre. Plus l'attachement au lieu est important, plus la perception du risque est faible, ce qui conduit à un sens élevé de sécurité. Les individus sont conscients de vivre dans une zone exposée, mais ils ne se sentent pas en insécurité. Cette représentation de leur environnement leur permet de faire face au risque. Des résultats similaires ont également été trouvés dans des études sur les inondations fluviales (Bonaiuto et al., 2011 ; Weiss, Colbeau-Justin & Marchand, 2006). Lorsque les gens affichent des niveaux élevés d'attachement à leur lieu de vie, ils acceptent le risque dans le cadre de cet environnement. Les personnes très attachées à leur maison et qui y ont

vécu pendant de nombreuses années sont également informées et impliquées dans la gestion de leur lieu de vie. Une telle représentation du risque permet aux personnes qui sont fortement attachées à leur environnement de conserver un sentiment de contrôle sur les événements (Weiss, Girandola & Colbeau-Justin, 2011) grâce à l'atténuation du changement. Lorsque les personnes ont le sentiment de contrôler les risques, elles peuvent éviter une délocalisation ou la stigmatisation de leur lieu – deux conséquences qui entraînent un sentiment de perte et un impact négatif sur l'identité du lieu (Wester-Herber, 2004). Ainsi, lorsque ce danger apparaît, et menace l'identité collective, un processus de construction sociale se met en œuvre pour faire face à ce danger. Ce faire face « symbolique » implique l'appropriation de l'objet du risque, la familiarisation avec l'étrange dans le but de le rendre intelligible et communicable (Wagner & Kronberger, 2001), ce qui peut conduire à l'élaboration d'une représentation sociale du risque donné.

## **LES REPRESENTATIONS SOCIALES DES RISQUES**

Il est communément admis en psychologie (ex. : Batel & Devine-Wright, 2015; Joffe, 2003 ; Slovic, 2000) qu'il existe un décalage entre les systèmes d'appréciation des risques par les experts et les systèmes de connaissance de ces risques par les profanes, autrement dit les personnes non averties (habitants, usagers...). Or ce décalage dans l'appréhension des risques engendre parfois des difficultés dans leur gestion. Une meilleure connaissance des représentations pourrait contribuer à réduire ces problèmes. Les études sur les représentations sociales des risques se multiplient (ex. : Breakwell, 2001 ; Joffe, 2003 ; Poumadère & Bertoldo, 2012). Elles mettent en évidence le caractère cognitif et fonctionnel lié à cette construction.

Les représentations sociales correspondent à une connaissance sociale, un savoir partagé de sens commun (Moscovici, 1976, 2013). Cette pensée sociale, ancrée dans une culture et associée à des pratiques, permet aux individus de comprendre leur environnement, de communiquer et d'agir envers lui. Cette pensée constitue une « réalité » et donne sens à ce qui paraît étrange ou insolite. Ce faisant, les représentations contribuent au partage des idées, des valeurs et des croyances ; elles permettent ainsi la communication à travers un univers commun, et évoluent elles-mêmes au cours de ces échanges. S'intéressant à la manière dont un concept scientifique devient objet de sens commun, Moscovici (1976) met en évidence deux processus à l'œuvre dans la genèse et l'élaboration d'une représentation sociale : l'objectivation et l'ancrage. *L'objectivation*

a pour but de matérialiser par des images des notions abstraites afin qu'elles soient communicables à travers la société. Le phénomène scientifique difficilement tangible est objectivé, symbolisé à travers des éléments concrets, ponctuels et familiers. *L'ancrage* intervient en enracinant les concepts scientifiques abstraits dans des catégories familières de pensée ou de langage. Il permet ainsi l'utilisation de ses concepts dans la vie quotidienne et les échanges sociaux. Le concept peut être utilisé car il est « traduit » dans un langage partagé par tous, un langage de sens commun (Doise, 2005).

Cette pensée sociale revêt des aspects particuliers (Moscovici, 1976, 2013). Parmi ceux-ci, la *polyphasie cognitive* renvoie à l'idée que peuvent coexister au sein d'un même individu ou d'un même groupe des systèmes de pensée différents qui remplissent des fonctions différentes et répondent à des besoins différents (Jovchelovitch, 2008). Cet aspect s'avère particulièrement important pour comprendre la construction et l'évolution d'une représentation, dont l'objet est source de débat, d'enjeux, de discussions. La polyphasie cognitive permet d'entendre qu'au gré des échanges et des dialogues entre les personnes, des styles de pensée distincts, des significations, des représentations différentes peuvent coexister au sein d'un même groupe ou d'un même individu. Ces différents modes de pensée et représentations seront mobilisés différemment selon les buts de la communication, son contexte ou les normes en cours (Moscovici, 2013).

## **OBJECTIF DE RECHERCHE**

Cette recherche porte sur des résidents de communes littorales. Parmi ces résidents, nous avons principalement distingué ceux qui habitent une zone « à risque » selon le Plan de Prévention des Risques (PPR)<sup>1</sup> de submersion marine, de ceux qui habitent hors de ces zones. Au regard de la littérature sur ces risques dits « naturels » et leur territorialisation, nous étudierons dans un premier temps l'attachement des habitants à leur lieu de vie, dans la mesure où ce lien au territoire participe à la construction de l'identité sociale et personnelle. Dans un second temps, nous tenterons de saisir la manière dont les risques sont, d'une manière générale, envisagés sur ces communes littorales. Nous nous intéressons aux préoccupations générales de ces personnes en matière de risque sur leur commune afin de dégager l'éventuelle part de préoccupation engendrée par les

---

<sup>1</sup> <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-risques-littoraux.html>

risques côtiers. Dans la définition des risques côtiers, la mer est un élément important, processus générateur des aléas d'érosion et de submersion. Il s'agira donc en dernier lieu d'en saisir l'image pour ces personnes en fonction de leur lieu d'habitation (en zone ou hors zone à risque). Ces résultats constitueront des éléments de compréhension de la représentation sociale des risques côtiers des habitants.

## METHODOLOGIE

### Enquête sur Quatre Sites

En 2012-2013, une enquête par questionnaire a été menée auprès d'un large échantillon de personnes, sur des communes côtières de Bretagne (France), toutes exposées aux risques côtiers. Suite aux premiers résultats, une seconde étude a été menée par questionnaire en 2014 sur quatre de ces communes (Le Tour-du-Parc, Île-Tudy, Île-de-Sein, Guissény)<sup>2</sup>. Cette seconde enquête, dont sont issus les résultats présentés dans cet article, ciblait des habitants situés dans des zones « à risque » au regard du Plan de Prévention des Risques (PPR).

### Présentation de l'Echantillon

Sur 590 questionnaires distribués dans les boîtes aux lettres (un par foyer), 124 nous ont été retournés (21% de réponse). Parmi les répondants (Tableau 1), notre échantillon est constitué de 36% de femmes et 56% d'hommes, vivant majoritairement en couple (73%). La moyenne d'âge est de 60 ans. Ce sont majoritairement des personnes retraités (52%). En termes de niveau d'études, les personnes ayant effectué des études supérieures sont les plus représentées. Enfin, 45% des enquêtés sont impliqués dans une association (sportives, écologiques, culturelle...).

Tableau 1. Principales caractéristiques sociodémographiques des enquêtés (effectif)

	Guissény	Île-de-Sein	Île-Tudy	Le Tour-du-Parc	Total
<i>Sexe</i>					
Femme	8	9	14	14	45
Homme	9	9	32	20	70
Non connu	5	0	2	2	9
<i>Âge</i>					
Minimum	25	37	24	30	24
Maximum	75	87	84	89	89

<sup>2</sup> Pour une description détaillée de ces communes, cf. Michel-Guillou et Meur-Ferec (2016a) ou Michel-Guillou et al. (2015).

	Moyenne	55 ans	61 ans	60 ans	61 ans	60 ans
<i>Activité</i>						
Actif	9	9	10	17	16	52
Retraité	9	9	8	29	19	65
Non connu	4	4	0	2	1	7
<i>Diplôme</i>						
Sans	2	2	4	3	2	11
Secondaire	6	6	7	10	8	31
Supérieur	10	10	7	33	22	72
Non connu	4	4	0	2	4	10
<i>Résidence</i>						
Principale	18	18	15	27	26	86
Secondaire	4	4	3	21	10	38
<i>Zone PPR</i>						
En zone à risque	13	13	10	39	8	70
Hors zone à risque	9	9	8	9	28	54

En lien avec le lieu d'habitation, l'ensemble des enquêtés habite une maison, 90% sont propriétaires de leur logement et 73% ont acheté leur bien (contre 12% ayant hérité de leur habitation). Les habitants en résidence principale sont majoritaires (69%). Notre échantillon n'est pas représentatif, au niveau socio-démographique, de la population parente des communes. Il ciblait les personnes habitant des zones dites « à risques ». En lien avec les risques côtiers, 56% personnes vivent dans des zones à fort aléa du point de vue de la submersion (en PPR) et 44% vivent en dehors de ces zones (hors PPR).

### **Outil de Recueil et Opérationnalisation des Variables**

Le questionnaire est constitué de 21 questions construites à partir des précédentes enquêtes. Les thématiques principales portent sur : le lieu d'habitation (description de la maison, des modes de vie, image du quartier, motivation dans le choix du lieu...), le rapport à la mer et au littoral (définition de la mer en général, mer sur la commune, distance à la mer, usages liés au littoral...), l'attachement au lieu (commune, quartier, habitation), l'évocation des risques sur la commune et l'évaluation du risque considéré comme le plus préoccupant. Il est constitué de questions fermées, d'échelles d'opinions et d'associations de mots. Pour cette étude, nous retenons les variables permettant de mesurer l'attachement au lieu d'habitation (source d'enjeux personnels), l'identification des risques et l'image de la mer sur la commune. Ces données sont croisées avec la zone d'habitation (en PPR vs hors PPR).

#### *L'attachement au lieu*

L'attachement au lieu est mesuré à partir de différents indicateurs dont le sentiment affectif, l'enracinement, le sens communautaire, le sentiment d'appartenance, *etc.* Ces indicateurs sont les suivants : « *C'est le logement idéal pour habiter / Je m'estime privilégié-e d'y habiter / Cela m'attristerait de le quitter / Dans ce logement, je me sens chez moi / Je suis concerné-e par les décisions prises pour ce lieu / Dans ce logement, je me sens en sécurité / J'ai de bons souvenirs associés à ce lieu / Cela m'attristerait que des personnes de ce logement partent* ». Chaque item est évalué sur une échelle de Likert en 5 points allant de « tout à fait d'accord » (1) à « pas du tout d'accord » (5). Le choix de conserver le logement comme niveau d'échelle spatial est lié au fait qu'il s'agit du principal enjeu dans l'approche systémique de la vulnérabilité (Hénaff, 2014). Deux questions ouvertes permettent ensuite de mesurer les avantages et inconvénients associés au lieu de vie.

#### *L'identification des risques*

Cette partie est consacrée à l'étude de la manière dont les habitants conçoivent en général les risques sur leur lieu de vie et le risque côtier plus particulièrement. Pour identifier ces risques, nous avons utilisé différents indicateurs. Le premier cherche à identifier la manière dont les enquêtés perçoivent les risques en général. La question est directement posée sous forme d'association de mots « *A. Donnez 3 mots ou expressions qui décrivent les risques sur votre lieu de vie. B. Parmi les risques cités ci-contre, quel est celui qui serait le plus préoccupant pour vous ?* » Puis une échelle est proposée pour évaluer les attitudes des enquêtés face au risque choisi comme préoccupant : « *Le risque est réel / Le risque peut apparaître dans les 10 ans / Il y a peu de chance que j'y sois confronté-e / Le risque n'est pas prouvé / Les conséquences pour moi ou mon entourage proche peuvent être importantes / Ce risque est pris en charge par les autorités compétentes / Je peux personnellement agir pour limiter ce risque / Je suis inquiet-e face à ce risque / Le risque me concerne personnellement ou concerne des personnes de mon entourage proche* ». Chaque item est évalué sur une échelle de Likert en 5 points allant de « tout à fait d'accord » (1) à « pas du tout d'accord » (5).

#### *L'image de la mer*

Pour étudier l'image que les enquêtés ont de la mer, nous avons utilisé une association de mots : « *A. Donnez 3 mots ou expressions qui définissent selon vous le mot "mer sur votre commune". B. Pour chacun, indiquez s'il est positif, neutre ou négatif* ».

### Procédure d'Analyse des Données

L'étude est à la fois basée sur l'analyse de données qualitatives (tâches d'association de mots, questions ouvertes) et quantitatives (questions fermées, échelles d'attitudes). Les associations de mots suscités ont été traitées à partir d'une analyse de contenu thématique manuelle qui repose sur une grille d'analyse de contenu ayant fait l'objet d'un double codage jusqu'à obtenir un taux de près de 80% d'accord. Cette technique associative permet de mettre à jour le savoir partagé, qui se construit au fil des interactions et communications, au sujet d'un enjeu social. Il s'agit donc de repérer ce langage commun permettant ces échanges. Le contenu de ce savoir commun fait référence au processus d'objectivation (Doise, Clémence & Lorenzi-Cioldi, 1992). Les données recueillies (notamment en lien avec l'image de la mer) ont été mises en relation avec la zone d'habitation (en PPR vs hors PPR) par le biais d'une Analyse Factorielle des Correspondance (AFC). Cette technique permet d'ancrer les représentations étudiées dans des réalités sociopsychologiques (Doise et al., 1992). Il s'agit donc de comprendre le processus d'ancrage ou la manière dont des éléments non familiers intègrent des éléments familiers.

Par ailleurs, les échelles d'opinions ont été soumises à des analyses de la variance. La distribution de notre population ne suivant pas une loi normale (Kolmogorov-Smirnov et Lilliefors), un test non paramétrique pour la comparaison de deux échantillons indépendants (en zone PPR vs hors zone PPR) a été utilisé (U de Mann-Whitney).

## RESULTATS

### L'Attachement au Lieu

Dans un premier temps, nous avons cherché à savoir s'il existait une différence dans la relation au lieu selon la zone d'habitation (en PPR vs hors PPR). Nous avons pris en compte huit dimensions parmi lesquelles, seul le « sentiment de sécurité » apparaît discriminant entre les habitants vivant en zone à risque et hors risque (Tableau 2).

Tableau 2. Attachement au lieu selon la zone d'habitation du point de vue de l'aléa submersion (PPR)

	en PPR	hors PPR	U de Mann-Whitney
C'est le logement idéal pour habiter	2,07	1,75	ns
Je m'estime privilégié-e d'y habiter	1,68	1,47	ns

Cela m'attristerait de quitter mon logement	1,90	1,66	ns
Dans ce logement, je me sens chez moi	1,47	1,31	ns
Je suis concerné-e par les décisions prises pour ce lieu	1,50	1,44	ns
Dans ce lieu, je me sens en sécurité	2,07	1,49	U=1285 ; Z=2,70 ; p< .01
J'ai de bons souvenirs associés à ce lieu	1,50	1,40	ns
Cela m'attristerait que des personnes avec qui je vis partent	1,63	1,61	ns

*Note : Moyenne sur une échelle en cinq points allant de 1 (Tout à fait d'accord) à 5 (Pas du tout d'accord), items significatifs et non significatifs (ns).*

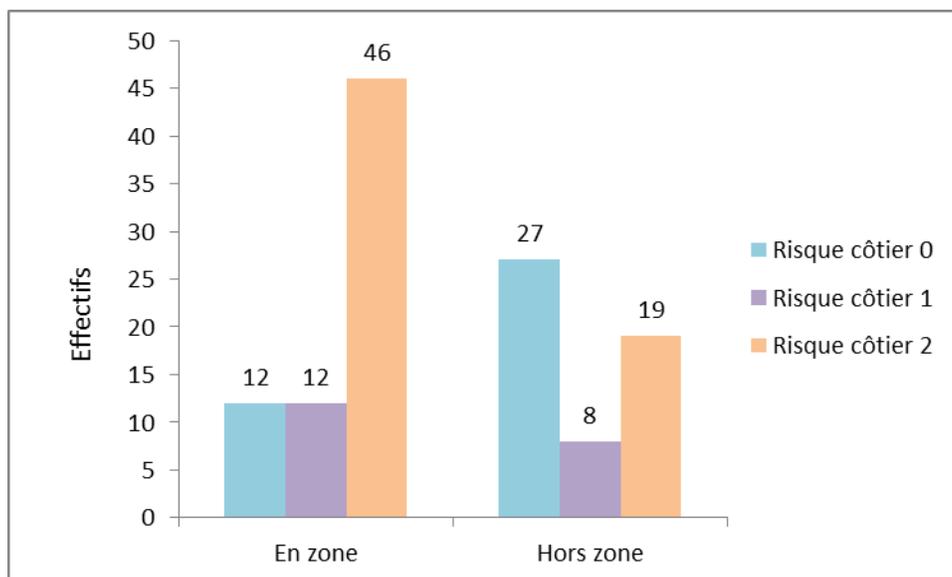
Quelle que soit la zone d'habitation du point de vue de l'aléa submersion, les personnes sont attachées à leur lieu d'habitation. Seules les personnes vivant en zone de fort aléa se considèrent légèrement moins en sécurité que les personnes vivant en dehors de ces zones. Néanmoins le sentiment de sécurité reste important.

Parmi les avantages cités pour habiter ce lieu, l'habitat en zone littorale est le principal avantage mentionné (30%) ; le deuxième avantage cité est celui de la tranquillité (29%), puis plus globalement celui de l'environnement (19%). Le cadre de vie en général est donc le principal avantage pour ces populations. Les raisons sociales (famille, amis...) ou professionnelles sont largement secondaires (citées respectivement par seulement 6% des personnes). En termes de désavantages, l'éloignement des commerces de proximité est le plus important (cité par 28% des personnes), viennent ensuite les problèmes urbains (proximité d'une route, manque d'entretien des voies publiques, problèmes de voisinage...) et la proximité de la mer (cités respectivement par 16% des personnes). Notons également que 25% des habitants ne citent aucun inconvénient. Parmi ces différents critères, le choix de la tranquillité comme avantage distingue les habitants en zone PPR des habitants hors zone PPR ( $\chi^2=6,36$  ;  $df=1$ ,  $p<.05$ ), ces derniers choisissant davantage cet argument pour qualifier agréablement leur lieu de vie. Concernant les inconvénients la mer, comme source de danger est davantage mis en avant par les habitants en zone PPR que par les habitants hors zone PPR ( $\chi^2=5,38$  ;  $df=1$  ;  $p<.05$ ). Pour ces habitants, la mer semble perçue comme un danger. En conséquence, comment se positionnent-ils du point de vue des risques ?

## L'Identification des Risques

Du point de vue de l'identification des « *risques sur leur lieu de vie* », 69% des personnes (n=85) évoquent un élément faisant référence à un risque côtier (submersion, inondation, hausse du niveau de la mer, montée des eaux, raz-de marée, érosion...) et 39% des personnes (n=48) mentionnent au moins un élément lié à la tempête (tempête, tornade, vent fort...). Ces éléments sont considérés comme des mécanismes importants dans les processus générateurs des aléas côtiers. Parmi les autres risques évoqués sur le lieu de vie, 17% des personnes (n=21) mentionnent les cambriolages ou les vols et 15% font état de préoccupations d'ordre personnel (risque d'isolement, de solitude, de chute, de perte d'autonomie...). Sont ensuite mentionnés, dans une moindre mesure (fréquence inférieure à 10%), les risques de pollution, les risques sociétaux tels que le vieillissement de la population, les risques sociaux liés au tourisme, à « l'envahissement » de ces communes littorales en période estivale, *etc.* Le risque côtier (submersion/érosion) est donc omniprésent dans l'esprit des répondants.

Suite à l'identification des risques, parmi ceux-ci, les personnes désignaient le risque qui leur paraissait le plus préoccupant. Parmi les 69% de personnes ayant identifié un élément faisant référence à un risque côtier, 76% le considèrent comme préoccupant (Figure 1).



*Note : Risque côtier 0 = personnes n'évoquant jamais le risque côtier comme un risque ; Risque côtier 1 = personnes évoquant au moins un élément lié au risque côtier (submersion, inondation, érosion...) mais ne le citant pas comme préoccupant ; Risque côtier 2 = personnes évoquant un élément lié au risque côtier comme préoccupant.*

Figure 1. Préoccupation en termes de risque côtier selon la zone d'habitation du point de vue de l'aléa submersion (PPR)

Les personnes habitant en zone PPR considèrent, plus que les habitants hors zone PPR, le risque côtier comme « préoccupant » ( $\chi^2=15,99$  ;  $df=2$  ;  $p<.0005$ ). Parmi les personnes citant la submersion comme un risque préoccupant, les personnes vivant en zone à risque estiment, plus que les autres (hors zone à risque), que le risque est réel ( $U=235$  ;  $Z=2,04$  ;  $p<.05$ ), qu'elles ont des risques d'y être confrontées de leur vivant ( $U=193,5$  ;  $Z=2,09$  ;  $p<.05$ ) ; elles se disent plus inquiètes ( $U=183,5$  ;  $Z=2,28$  ;  $p<.05$ ) et se sentent plus concernées ( $U=199$  ;  $Z=2,19$  ;  $p<.05$ ). Cependant si nous comparons l'attitude des enquêtés ayant choisi le risque côtier comme préoccupant à l'attitude des enquêtés ayant choisi un autre risque comme préoccupant, aucune des dimensions désignées ci-dessus ne fait apparaître de différence significative. Autrement dit, le risque côtier ne semble pas plus ou moins réel qu'un autre, les personnes ne sont pas plus ou moins inquiètes face à ce risque, *etc.*

En conclusion, l'attitude face au risque côtier ne semble pas différente de l'attitude prise par rapport à d'autres risques. Néanmoins, parmi les personnes qui considèrent ce risque comme préoccupant, celles qui habitent en zone dite « à risque » semblent plus préoccupées que les personnes vivant hors zone à risque. La mer étant le principal vecteur de ce risque, comment ces personnes se le représentent-elles ?

### L'Image de la Mer

En dernier lieu, nous avons cherché à identifier l'image de la mer, en termes de connotations et d'ambivalence, en tenant compte de la zone d'habitation et des préoccupations des habitants en matière de risques. Pour l'ensemble des enquêtés ( $N=124$ ), l'analyse de contenu, basée sur les mots induits par l'expression « *mer sur votre commune* », met en évidence que cet objet est principalement défini par la « beauté » de ses « paysages » et la pratique des activités maritimes (« pêche », « nautisme », « baignade »...). L'image de la mer est positive ( $M=1.3$ )<sup>3</sup> ; c'est l'image idyllique des « vacances », des « loisirs », de la « plage ». Cette représentation s'avère ancrée dans un quotidien. Le « tourisme », lié à ces communes littorales, est mis en avant (20% de citation) et est perçu de manière ambivalente ( $M=0.29$ ). Le « danger » et la « submersion » sont également

<sup>3</sup> M=Moyenne de la valence (négative, neutre, positive) obtenue à partir de l'évaluation des termes associés sur un intervalle de variation allant de -3 (très négative) à 3 (très positive).

présents (18% de citation). A partir des éléments choisis par au moins 5% des enquêtés, nous avons réalisé une Analyse Factorielle des Correspondances (AFC). Cette analyse exploratoire, basée sur un tableau de contingence, met en évidence de manière descriptive les relations entre les différentes composantes représentationnelles de la mer sur la commune et les préoccupations en matière de risque selon la zone d'habitation. Sur la base des risques identifiés sur la commune et en fonction de leur lieu d'habitation, les enquêtés sont répartis en quatre groupes statistiques : ceux qui habitent en zone à risque et qui citent les risques côtiers (ZonePPR-Submersion ; n=58) ; ceux qui habitent en zone à risque et qui ne citent pas les risques côtiers (ZonePPR-Autre ; n=12) ; ceux qui n'habitent pas en zone à risque et qui citent les risques côtiers (HorsZonePPR-Submersion ; n=27) ; ceux qui n'habitent pas en zone à risque et qui ne citent pas les risques côtiers (HorsZonePPR-Autre ; n=27). L'analyse produit deux axes factoriels qui représentent 85,96% de la variance totale (Figure 2). Les axes sont interprétés au regard de la contribution des variables à la formation des axes.

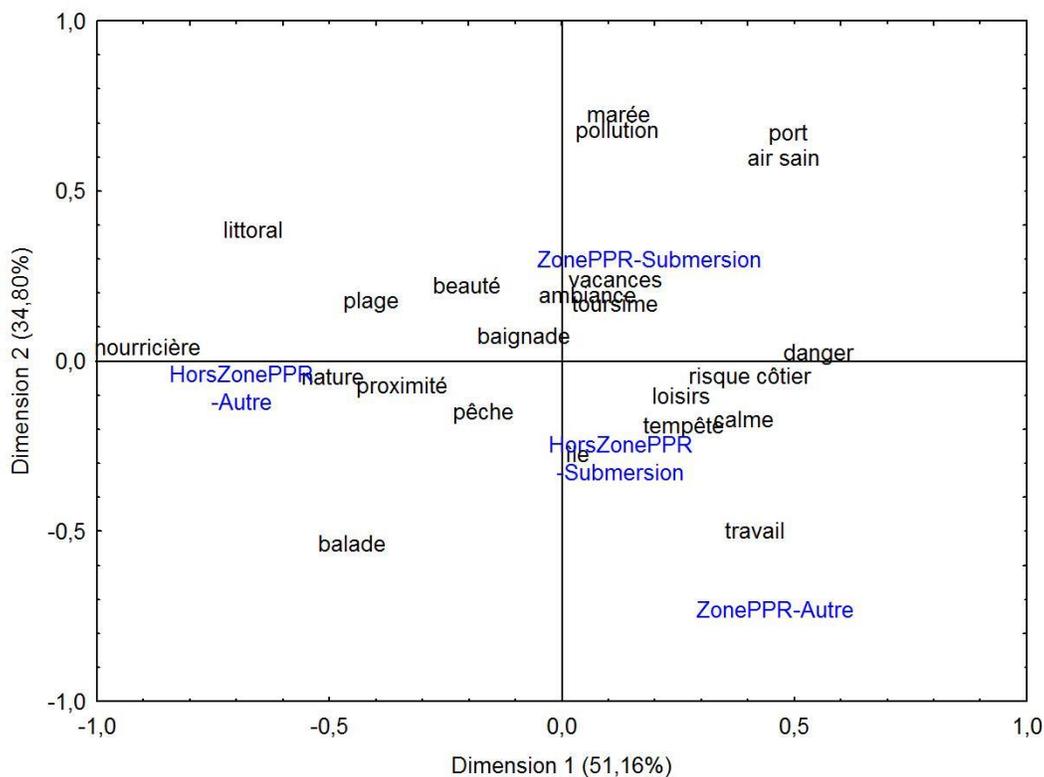


Figure 2. Représentation sociale de la mer sur la commune selon les zones d'habitation et les préoccupations pour les risques côtiers (AFC, plan 1-2)

L'axe 1, expliquant 51,16% de la variance, oppose une vision vernaculaire (danger, risque côtier, loisirs, calme, travail) à une vision commune de la mer (littoral, nourricière, plage). La première fait référence à l'ambivalence de la mer, à la fois source de plaisirs (loisirs, calme), source de danger (érosion, submersion) et source de travail. Elle apparaît empreinte d'un vécu. À l'opposé, la vision commune est stéréotypée. Elle renvoie au littoral, à la plage. Les personnes n'ayant aucun rapport avec les risques côtiers (ni en termes de zone d'habitation, ni en termes de préoccupation pour le risque) semblent plus proches de ce discours. À l'opposé ce sont les personnes qui font état d'un lien avec les risques côtiers qui paraissent plus proches d'une vision vernaculaire.

L'axe 2, expliquant 34,80% de la variance, oppose quant à lui une vision quotidienne (proximité, calme, île/îlien) à une vision occasionnelle de la mer (baignade, vacances, tourisme, port, air sain). Les habitants en zone à risque se partagent entre ces deux visions. Ceux qui citent les risques côtiers sont davantage du côté d'une vision occasionnelle, principalement centrée sur les vacances. À l'inverse, ceux qui vivent dans une zone à risque mais qui ne citent pas les risques côtiers sont ancrés dans une vision au sein de laquelle la mer fait partie du quotidien.

## **DISCUSSION ET CONCLUSION**

Cette recherche se donnait pour objectif d'appréhender la manière dont des résidents de communes littorales se représentent les risques côtiers, en comparant le point de vue d'habitants vivant en zone dite « à risque » selon le Plan de Prévention des Risques (PPR) de submersion marine, à celui de personnes vivant en dehors de ces zones à risques. Plus particulièrement, nous nous sommes intéressés à l'attachement à leur lieu de vie, à l'identification des risques sur ce lieu de vie, à la place des risques côtiers dans cette identification et à l'image de la mer, principal vecteur des risques côtiers.

Nous avons mis en évidence que, dans leur grande majorité, les habitants de ces communes littorales sont très attachés à leur lieu de vie. Les principaux avantages caractérisant ce lieu de vie sont des éléments du cadre de vie (tranquillité, environnement de proximité...), et parmi ces éléments la proximité de la mer tient la place la plus importante. Peu d'éléments liés à la relation au lieu distinguent les personnes selon leur lieu d'habitation (en zone PPR vs hors zone PPR). Les personnes vivant en zone « à risque » ne sont pas moins attachées à leur lieu d'habitation. En

accord avec les résultats de la recherche de Billig (2006), menée en contexte de conflit, l'ensemble des enquêtés se sent en sécurité dans son lieu d'habitation, et ce tout en étant conscient de vivre dans une zone exposée. Ainsi, les habitants ne « dévient » pas du système de pensée des experts, ils ne nient pas le risque ; au contraire, leur mode de pensée est social et « polyphasique » (Batel & Devine-Wright, 2015). Le concept scientifique « risque côtier » est objectivé, concrétisé ou symbolisé à travers la submersion, l'inondation, la montée du niveau de la mer, *etc.* Le phénomène est aujourd'hui amplement diffusé (COP21, alerte vigilance météorologique « vague-submersion » mise en place par Meteo-France...). Il est présent dans la représentation qu'ils ont de leur environnement. Et lorsqu'il s'agit de l'évoquer, ils mobilisent cette représentation à bon escient, en réponse à la demande du chercheur. En conséquence, en termes de risques sur leur lieu de vie, lorsque la question est explicitement posée aux enquêtés, le risque côtier est clairement identifié. Ce risque est cité par des personnes qui vivent tout autant en zone à risque que des personnes qui habitent en dehors de ces zones. Parmi les personnes ayant fait référence aux risques côtiers, des différences émergent néanmoins selon la zone d'habitation. Les personnes habitant en zone à risque, proches de la mer, apparaissent plus préoccupées que les personnes vivant hors zone à risque ; elles ont ancré le danger lié à la mer dans leur quotidien. Nous nous sommes donc interrogés sur le rapport des enquêtés à la mer, principal vecteur des risques côtiers. Des disparités intéressantes ressortent de l'analyse. Cette dernière met en évidence soit des visions de la mer empreintes de vécu, soit des visions stéréotypées. Le vécu est celui d'une mer faisant partie d'un quotidien, d'une mer ambivalente, à la fois source de danger, de plaisirs ou de travail. La vision stéréotypée est celle d'une mer associée à la plage, au littoral et plus encore aux vacances. Ce sont ces représentations particulières de la mer qui distinguent les habitants résidant en zone à risque. Au final, nous sommes confrontés à une forme d'ambivalence, de personnes qui se considèrent fortement attachées à leur lieu d'habitation et qui vivent dans une zone à risque de ce point de vue ; elles reconnaissent l'existence du risque côtier et, pour une partie d'entre elles, le considèrent comme préoccupant.

Considérer les risques côtiers comme faisant l'objet d'une représentation sociale permet d'expliquer cette ambivalence, notamment à travers la polyphasie cognitive. Dans cette étude, les habitants vivent en zone à risque, sont au courant de vivre dans ces zones, situent la mer comme un inconvénient potentiel mais sont attachés à leur lieu. La polyphasie cognitive, qui admet la co-existence de raisonnements différents face à un problème complexe (Jovchelovitch, 2008 ;

Moscovici, 1976, 2013), permet d'expliquer cet apparent paradoxe. La polyphasie cognitive s'explique en fonction de la dynamique communicationnelle, selon les personnes interagissant. Parmi nos enquêtés, l'attachement à leur lieu d'habitation est primordial, avant même de décrire leur environnement en termes de risques. Néanmoins, lorsque le chercheur leur pose clairement la question de l'identification de ces risques, ils se montrent concernés et informés. Ils choisissent un mode de pensée et une réponse adaptée à la demande du chercheur portant sur l'identification des risques. En conséquence, dans leur ensemble, les enquêtés reconnaissent l'existence du risque. Toutefois, lorsqu'ils décrivent leur cadre de vie, les habitants ne mentionnent pas le risque en premier lieu. Ils évoquent la mer. Mais la mer et ses dangers sont des éléments avec lesquels ils ont choisi de vivre, sans le penser en termes de risque. Elle n'est pas une menace bien au contraire, elle valorise le territoire (Corbin, 1988).

Ainsi, pour les enquêtés la mer est présente dans leur cadre de vie, elle fait partie de leur environnement et contribue de ce fait à l'identité de lieu. Pour ce faire, le risque qu'elle occasionne doit être apprivoisé, contrôlé et ne pas être envisagé comme une menace (Twigger-Ross & Uzzell, 1996). Ce territoire reflète des caractéristiques importantes qui participent de l'identité de lieu (Breakwell, 1992), notamment le caractère distinctif et la continuité. Ainsi, par son caractère maritime, ce lieu d'habitation est considéré comme un lieu privilégié qui leur permet de se distinguer d'autres territoires. Il est également empreint de vécu et d'expériences personnelles en rapport à la mer (les balades, la plage, les baignades...), rapport principalement hédonique qui permet de prolonger ces expériences positives dans le présent et le futur. Selon Breakwell (1992), ces principes guident les processus identitaires en fonction de ce qui est désirable. Ils peuvent changer culturellement ou au cours du temps, les principes repérés ci-dessus sont ceux qu'elle met en avant actuellement dans nos sociétés occidentales contemporaines. De ce fait, dans la mesure où le lieu de vie contribue à la construction de l'identité des personnes (Bonaiuto et al., 2002 ; Twigger-Ross & Uzzell, 1996 ; Wester-Herber, 2004), il ne peut être conçu comme une zone de danger potentiel ou une source d'anxiété. Quitter ce lieu de vie s'avère par conséquent invraisemblable, contrairement à ce que prône la stratégie nationale de gestion du trait de côte (MEDDE, 2012).

## REMERCIEMENTS

Cette recherche a reçu le soutien de l'Agence Nationale de la Recherche (2010-CEPL-001-01) dans le cadre du programme COCORISCO, programme portant sur la connaissance, compréhension et gestion du risque côtier (mars 2011 – février 2014). Les auteures souhaitent remercier Julien Piedallu pour sa participation à la collecte des données.

## REFERENCES

- Batel, S. & Devine-Wright, P. (2015). Towards a better understanding of people's responses to renewable energy technologies: insights from social representations theory. *Public Understanding of Science*, 24, 311-325.
- Billig, M. (2006). Is my home my castle? Place attachment, risk perception, and religious faith. *Environment and Behavior*, 38, 248-265.
- Bonaiuto, M., Carrus, G., Martorella, H. & Bonnes, M., (2002). Local identity processes and environmental attitudes in land use changes: the case of natural protected areas. *Journal of Economic Psychology*, 23, 631-653.
- Bonaiuto, M., De Dominicis, S., Fornara, F. et Ganucci Cancellieri, U. (2011). Flood risk, the role of neighbourhood attachment. Dans G. Zenz & R. Hornich (Eds.), *Proceedings of the international symposium Urban Flood Risk Management – Approaches to enhance resilience of communities* (pp. 547–552). Graz : Verlag der Technischen Universität.
- Breakwell, G. M. (1992). Processes of self-evaluation: efficacy and estrangement. Dans G. M. Breakwell (Dir.), *Social psychology of identity and the self-concept* (pp. 35-55). Surrey: Surrey University Press.
- Breakwell, G. M. (2001). Mental models and social representations of hazards: the significance of identity processes. *Journal of Risk Research*, 4, 341–351.
- Corbin, A. (1988). *Le territoire du vide, l'Occident et le désir de rivage 1750-1840*. Paris : Flammarion.
- D'Ercole, R., & Pigeon, P. (1999). L'expertise internationale des risques dits naturels : intérêt géographique. *Annales de géographie*, 608, 339-357.

- Doise, W. (2005). Les représentations sociales. In N. Dubois (Dir.), *Psychologie sociale de la cognition* (pp.152-207). Paris ; Dunod.
- Doise, W., Clémence, A. & Lorenzi-Cioldi, F. (1992). *Représentations sociales et analyses de données*. Grenoble : PUG.
- Georges, P. & Verger, F. (2006). *Dictionnaire de la Géographie* (9<sup>e</sup> éd.). Paris : PUF.
- Hay, R. (1998). Sense of place in developmental context. *Journal of Environmental Psychology*, 18, 5-29.
- Hénaff, A. (sous la dir.) & M. Philippe, M. (2014), *Gestion des risques d'érosion et de submersion marines. Guide méthodologique*. Plouzané : Géomer.
- Hidalgo, M. C. & Hernandez, B. (2001). Place attachment: conceptual and empirical questions. *Journal of Environmental Psychology*, 21, 273–281.
- Joffe, H. (2003). Risk: from perception to social representation. *British Journal of Social Psychology*, 42, 55-73.
- Jovchelovitch, S. (2008). The rehabilitation of common sense: social representations, science and cognitive polyphasia. *Journal of the Theory of Social Behavior*, 38, 431-448.
- Krien, N. & Michel-Guillou, E. (2014). Place des risques côtiers dans les représentations sociales du cadre de vie d'habitants de communes littorales. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 101, 101-122.
- Michel-Guillou, E., Lalanne, P-A. & Krien, N. (2015). Hommes et aléas : appréhension des risques côtiers par des usagers et des gestionnaires de communes littorales. *Pratiques Psychologiques*, 21(1), 35–53.
- Michel-Guillou, E. & Meur-Ferec, C. (2016a). Representations of coastal risks (erosion and marine flooding) among inhabitants of at-risk municipalities. *Journal of Risk Research*. DOI: 10.1080/13669877.2015.1119181
- Michel-Guillou, E. & Meur-Ferec, C. (2016b). Living in an “at risk” environment: the example of so-called “natural risks”. In G. Fleury-Bahi, E. Pol & O. Navarro (Eds.), *Handbook of environmental psychology and QOL research*. Springer.
- Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) (2012). *Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte. Vers la relocalisation des activités et des biens*. La Défense : MEDDE.

- Moscovici, S. (1976). *La psychanalyse, son image et son public* (2e éd. totalement refondue). Paris : PUF.
- Moscovici, S. (2013). *Le scandale de la pensée sociale. Textes inédits sur les représentations sociales réunis et préfacés par Nikos Kalampalikis*. Lassay-les-Châteaux : Éditions des Hautes Études en Sciences Sociales.
- November, V. (2002). *Les territoires du risque : le risque comme objet de réflexion géographique*. Berne: Peter Lang.
- Navarro-Carrascal, O. & Michel-Guillou, E. (2014). Analyse des risques et menaces environnementales: un regard psycho-socio-environnemental. In D. Marchand, S. Depeau, & K. Weiss (Eds.), *L'individu au risque de l'environnement* (pp. 271-297). In Press: Paris.
- Poumadère, M & Bertoldo, R. (2012). Minorités et représentations sociales : l'information des populations dans le voisinage d'installations industrielles dangereuses. *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], numéro 21, URL : <http://odel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=2174>
- Slovic, P. (2000). *The perception of risk*. London: Earthsca.
- Stedman, R.C. (2002). Toward a social psychology of place: predicting behavior from place-based cognitions, attitude, and identity. *Environment and Behavior*, 34, 405–425.
- Twigger-Ross, C. L. & Uzzell, D. L. (1996). Place and identity processes. *Journal of Environmental Psychology*, 16, 205-220.
- Wagner, W. et Kronberger, N. (2001). Killer tomatoes! Collective symbolic coping with biotechnology. Dans K. Deaux & G. Philogene (Eds.), *Representations of the social. Bridging theoretical traditions* (pp. 147-164). Malden: Blackwell Publishing.
- Weiss, K., Colbeau-Justin, L. & Marchand, D. (2006). Entre connaissance, mémoire et oubli : représentations de l'environnement et réactions face à une catastrophe naturelle. Dans K. Weiss & D. Marchand (Eds.), *Psychologie sociale de l'environnement* (pp. 145-156). Rennes : PUR.
- Weiss, K., Girandola, F. & Colbeau-Justin, L. (2011). Les comportements de protection face au risque naturel : de la résistance à l'engagement. *Pratiques Psychologiques*, 17, 251-262.
- Wester-Herber, M. (2004). Underlying concerns in land-use conflicts – the role of place-identity in risk perception. *Environmental Science & Policy*, 7, 109–116.

**BIOGRAPHIES**

Elisabeth MICHEL-GUILLOU est maître de conférences-HDR à l'Université de Bretagne Occidentale (Brest, France). Elle travailla au Centre de Recherches en Psychologie, Cognition et Communication (CRPCC EA 1285). Ses activités de recherche sont centrées sur une approche psychosociale et psycho-environnementale de la relation des individus à leur environnement social et naturel. Ses recherches portent principalement sur les thèmes du développement durable, du changement climatique et des risques côtiers. Correspondance : CRPCC, 20 rue Duquesne – CS 93837 – 29238 Brest cedex 3 – France, [Elisabeth.Michel-Guillou@univ-brest.fr](mailto:Elisabeth.Michel-Guillou@univ-brest.fr)

Nathalie KRIEN est docteure en psychologie sociale et environnementale, à l'Université de Bretagne Occidentale (Brest, France). Elle travaille au CRPCC (EA 1285) en tant que chargée de recherches. Ses approches sont centrées sur les représentations sociales, la construction identitaire, l'attachement au lieu et la relation aux risques naturels.

Catherine MEUR-FEREC est professeure de géographie à l'Université de Brest. Ses recherches, initialement menées en géomorphologie côtière, ont progressivement évolué vers le domaine de la gestion littorale, en particulier la préservation des espaces naturels, les risques côtiers et la Gestion Intégrée de la Zone Côtière (GIZC).